

Je n'insisterai pas, parce que je laisserai au peuple québécois le choix de juger de la valeur et de la qualité des réponses données par le secrétaire parlementaire, au nom de l'honorable ministre.

Monsieur le président, je suis passablement surpris de constater que sur un sujet aussi intéressant que celui de l'organisation de la Banque du Canada, organisme qui est supposé trouver le moyen de convenir aux citoyens canadiens, en ce qui regarde l'accès aux richesses produites par eux dans leur pays, la participation aux débats semble limitée à un groupe particulier de députés. J'en éprouve toutefois un peu de satisfaction, car ceci me permettra d'exposer mon point de vue sur la question.

Mais je n'oublie pas, en passant, de relater que depuis que je suis à la Chambre, j'ai assisté à des débats d'une durée d'un mois, d'un mois et demi sur des sujets parfois insignifiants, qui ont contribué à dévaloriser les députés. Et pourtant, presque toute l'équipe était disposée à expliquer son point de vue dans l'affaire Munsinger, par exemple, et je pourrais citer beaucoup d'autres sujets.

Quand on pense à trouver un moyen de taxer les gens, à ce moment-là, il y a des gars pour participer au débat. Mais quand on pense à un moyen qui permettrait aux Canadiens de vivre comme du monde, combien le nombre de parlementaires qui semblent vouloir participer au débat est restreint.

Je suis surpris qu'après tant d'années d'études, après avoir eu des milliers d'occasions de constater que la cause réelle de la plupart des problèmes est d'ordre financier, on semble aujourd'hui vouloir se dépêcher à faire accepter un bill qui ne renferme pas, selon mon opinion, grand-chose de constructif, puisqu'il n'apporte pas beaucoup de modifications, sauf qu'il fournit au système financier actuel plus de «contrôle» sur les activités économiques de la nation.

Il est normal de penser que le système monétaire d'un pays devrait être un service public administré dans l'intérêt public. Il est inconcevable qu'une ou deux compagnies privées se chargent de décréter quel sera le volume d'argent en circulation au pays. Sous notre régime mal ordonné, la seule manière dont l'argent augmente dans la circulation, c'est lorsqu'une banque prête au gouvernement ou à un industriel par de simples inscriptions de crédit au compte de l'emprunteur. Or, ces emprunts ne correspondent pas du tout à l'augmentation de production du pays.

• (9.10 p.m.)

Lorsque le gouvernement emprunte pour la guerre, pour les armements, pour aider à continuer les guerres dans différents pays où il ne devrait pas être du tout intéressé, pour l'achat d'armes nucléaires, par exemple, il n'y a pas du tout d'augmentation de produits à vendre. Il y a simplement augmentation de moyens de destruction, et cependant l'argent en circulation augmente le crédit des banques qui prêtent. Nous avons eu trop souvent l'occasion de constater, nous avons de ces exemples tous les jours que des hommes et des jeunes gens offrent leurs services pour augmenter la production du pays. C'est la production qui attend, mais l'argent n'est pas là pour y correspondre.

Dans notre économie moderne, l'argent est de plus en plus nécessaire à cause de l'extrême division du travail qui fait d'ailleurs l'abondance. Cependant, nous constatons que l'argent va à moins de monde, à cause des procédés scientifiques et des machines qui font hausser l'abondance, tout en diminuant le nombre de travailleurs à salaire. L'argent est nécessaire pour distribuer l'abondance, mais il n'est pas en rapport avec l'abondance réelle. Les hommes, avec l'aide des machines, font beaucoup de choses. Mais quelques hommes, les banquiers, ont seuls le droit de faire l'argent. Ils ne le font pas en rapport avec les choses. Les faiseurs et destructeurs d'argent, les banquiers, dominent les gouvernements et parfois les empêchent de parler, de même que leurs représentants.

Lorsque tout est là, excepté l'argent, pour faire la prospérité du pays, le gouvernement, pourtant chargé de favoriser la prospérité temporelle de la société, n'intervient pas. Lorsque l'abondance se perd devant des besoins criants, uniquement parce que l'argent n'est pas là, le gouvernement semble paralysé et incapable d'agir. Pourquoi? Le même gouvernement intervient bien pour donner des ordres aux contribuables ou aux fonctionnaires, mais il n'intervient pas pour donner des ordres à ceux qui doivent produire l'argent et qui font souffrir toute une population, en s'acquittant si mal de leurs fonctions. Voilà des hommes puissants qui se servent de leur pouvoir d'une manière assez étrange et mal-faisante. Le Pape Pie XI pouvait bien écrire:

Ils tiennent la vie de l'organisme économique entre leurs mains si bien que sans leur consentement nul ne peut plus respirer.

Ce n'est pas les choses difficiles à faire qui manquent, dont les citoyens ont peur de manquer. Nous avons atteint des sommets dans le domaine de la production de choses utiles, et nous pouvons quadrupler cette production si nécessaire. Nos ancêtres, génération après génération, nous ont laissé un Canada